

Le Monde Economie

Opinions et stratégies, acteurs et entreprises

Face à la crise, l'Asie cherche sa propre voie

Le modèle de croissance fondé sur l'exportation s'effondre

La Chine et le Japon veulent réorienter les investissements et la production vers les consommateurs de la région



Shanghai (Chine)
Correspondant

Requis du 27 février au 1^{er} mars à Hua Hin, une station balnéaire thaïlandaise proche de Bangkok, les dirigeants des pays membres de l'Association des États de l'Asie du Sud-Est (Asean) vont devoir s'interroger sur la validité

Dossier

du modèle économique qui a prévu jusqu'à la crise à la croissance spectaculaire de la région.

En s'appuyant sur la consommation américaine et européenne, le virus de la crise financière a en effet infecté, à travers la chaîne de la

sous-traitance globale, non seulement la Chine, atelier du monde industriel, mais aussi tous les pays voisins, qui avaient fait de la Chine le tremplin de leurs propres exportations.

Le choc atteint ainsi encore plus violemment les pays les plus développés (Japon, Corée du Sud, Taiwan, Singapour), dont la croissance repose sur les exportations, que les pays émergents (Vietnam, Philippines, Malaisie), qui avaient conquis eux aussi une place dans le Meccano de la mondialisation, et que les pays pauvres (Cambodge, Laos...), derniers venus dans la supply chain internationale.

Pourtant, les États d'Asie de l'Est disposent, ensemble, d'atouts qui

font aujourd'hui défaut aux pays occidentaux pour trouver une issue à la crise économique et inventer un modèle de croissance moins dépendant des exportations, tournée vers la consommation intérieure, capable d'orienter les immenses réserves financières, jusqu'ici investies essentiellement en bons du Trésor américain, vers le développement des pays les plus pauvres de la zone.

Il était certes vain de croire à un découplage de l'Asie face à la récession actuelle. L'architecture économique régionale est en effet le fruit de « quarante ans d'industrialisation par le biais des exportations », explique le militant altermondialiste philippin, Walden Bello, dans une analyse pour le think tank Foreign Policy in Focus. La Corée du Sud et Taiwan ont été les premiers à adopter cette stratégie copiée par le Japon et largement encouragée par la Banque mondiale. En 1985, les accords du Plaza, en poussant à une réévaluation du yen, ont incité les Japonais à délocaliser vers l'Asie du Sud-Est

»

►►► Lire la suite page 4

Philippe Askenazy



Déstabilisateurs automatiques



La consommation est le moteur majeur de la croissance française depuis de nombreuses années. Pourtant, le modeste plan de relance ne revendique aucun soutien à la consommation.

Contradiction ? Pour l'Elysée non, du moins jusqu'à présent. Les conseillers du président de la République semblaient convaincus que la consommation tendrait grâce aux « stabilisateurs automatiques », c'est-à-dire les mécanismes fiscaux et sociaux qui lissent les cycles. Lorsque la crise vient, le chômage entraîne des pertes de revenus, mais ces dernières sont limitées, au moins sur le court terme, par l'assurance chômage. Les prestations sociales - maladie, maternité, enfance, retraite -, elles, se maintiennent : mieux, beaucoup étant indexées, elles rattrapèrent cette année la surinflation de 2008.

De leur côté, si les entreprises vendent moins et font moins de profits, leurs impôts, notamment la TVA et l'impôt sur les sociétés, baissent (avec un décalage temporel), leur permettant de mieux préserver l'emploi et l'investissement.

Mais peut-on vraiment compter sur ces stabilisateurs automatiques ? Pas vraiment. Paru en 2007, soit à un moment où la question n'avait pas d'enjeu politique particulier, un aride article d'*Economie & Prévision*, la revue scientifique de Bercy, rappelle que les travaux de recherche donnent des évaluations contradictoires du poids des stabilisateurs en France, même si la plupart concluent in fine à un rôle faible. L'auteur, Raphaël Espinoza, actuellement économiste au Fonds monétaire international (FMI), présente sa propre estimation, qui a l'avantage d'être dynamique et de réconcilier ces travaux : les stabilisateurs sont peu efficaces l'année suivant le choc, mais un peu plus la deuxième année. Bref, il ne faut probablement pas en attendre grand-chose en 2009, et un effet modéré seulement en 2010.

Le pari de l'Elysée est donc risqué. D'autant plus que la France a récemment affaibli ses stabilisateurs. Par exemple, les importantes franchises médicales poussent les Français à moins consommer de soins en cas de baisse de leurs revenus : médecins libéraux et pharmaciens peuvent s'inquiéter. S'ajoutent à cet affaiblissement d'importants « déstabilisateurs » automatiques, comme la plus grande flexibilité du marché du travail, souhaitée et mise en œuvre par les gouvernements de droite comme de gauche.

►►► Lire la suite page 2

Annonces

Paroles d'experts BTP Page 11

- Dinguants ■ Finance, administration, juridique, RH ■ Banque assurance
 - Conseil, audit ■ Marketing commercial, communication ■ Santé ■ Industries et technologies ■ Carrières internationales
 - Multiposte ■ Collectivités territoriales
- Pages 7 à 12

Consultez notre site : www.lemonde.fr

Analysez 2008, déchiffrez 2009



+ CD-ROM
L'emploi, nouveaux enjeux par l'INSEE OFFERT

9,95 € CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Martin Wolf p. 2
Le scénario à la japonaise « d'une décennie perdue »

Entreprise p. 3
« Des PME peu formatrices ? », par Philippe Trounev

Stratégie p. 6



François-Xavier Clédat, PDG de Spie Batignolles : « Le zéro accident du travail, c'est possible »

Déstabilisateurs automatiques

Suite de la chronique
Philippe Askenazy

Avec un salaire précaire sur dix les entreprises disposent d'un important volant de suppressions de postes qui alimentent le stock de chômeurs. Les évolutions du taux de chômage en 2008 en Europe reflètent le poids de ce mécanisme d'une baisse de 0,7 point en Allemagne à une hausse de près de 6 points en Espagne... ou un salarié sur trois est précaire... en passant par une hausse de 0,2 à 0,3 point en France.

L'autre puissant déstabilisateur qui frappe directement les revenus salariés, sont les dispositifs d'épargne salariale (participation, intéressement, etc.) qui présentent environ 7% de la masse salariale pour 7 millions de bénéficiaires. La part du seul intéressement dans les rémunérations totales a quadruplé en quinze ans. Or, par définition, lorsque l'entreprise va moins bien, l'intéressement diminue. Souvent, il n'est versé que si les profits ont progressé.

Le retournement de l'économie provoque une vague d'annonces d'inléressement nul en 2009. Au total, les sommes versées aux salariés à ce titre risquent de s'écrouler de moitié. Le contrecoup sur les revenus, et donc sur la consommation, sera étonnant, et risque de créer une spirale de dépression.

La prise de conscience de ce danger peut expliquer l'appel de Nicolas Sarkozy à la répartition des profits en trois tiers - un tiers pour l'investissement (c'est déjà grosso modo le cas), un tiers pour les capitalistes, un tiers pour les travailleurs. Sur le moyen terme, cela entraînera une substitution des revenus liés aux résultats de l'entreprise au salaire de base, donc aucun gain pour les salariés. Mais sur le court terme, cela permettrait d'éviter une chute des primes d'intéressement et de la participation.

L'idée est séduisante, mais on voit mal comment les entreprises affaiblies se plieraient à cette injonction. Les faits risquent bel et bien d'imposer bientôt au président de la République une vraie relance de la consommation.

Philippe Askenazy, directeur de recherche au CNRS, Ecole d'économie de Paris



L'éclairage Le scénario d'une « décennie perdue » pour la croissance mondiale, à l'instar de ce qu'a connu l'archipel nippon, ne peut plus être exclu

La leçon japonaise

Par Martin Wolf

Que nous enseigne la « décennie perdue » japonaise ? Il y a un an encore, cette question aurait paru absurde. L'opinion consensuelle des milieux bien informés était que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et les autres économies occidentales lourdement endettées ne pourraient jamais souffrir au même point que le Japon. La question est aujourd'hui de savoir si ces mêmes pays sauront s'en sortir mieux que le Japon.

La meilleure analyse de ce qui s'est passé au Japon a été livrée par Richard Koo, du Nomura Research Institute, dans son livre *The Holy Grail of Macroeconomics* (Ed. John Wiley & Sons Ltd, 2008). L'économie traditionnelle continue d'ignorer sa thèse centrale, qui est pourtant toute simple puisque elle consiste à souligner l'importance des bilans comptables. Menacés de faillite, ceux qui ont trop emprunté vont s'efforcer de régler leurs dettes. Or l'effondrement des prix d'actifs acquis au moyen de l'endettement a un impact beaucoup plus dévastateur que si cet effondrement est accompagné d'un faible endettement.

L'essentiel de la baisse de la dépense et du crédit privés nippons dans les années 1990, soutient M. Koo, était dû non pas à l'état des banques, mais à celui de leurs emprunteurs. C'était une situation dans laquelle la faiblesse des taux d'intérêt - et, au Japon, ils sont restés extrêmement faibles durant des années - n'a pas pu renverser la tendance, les débiteurs continuant à rembourser leurs emprunts.

Dans quelle mesure ce point de vue peut-il nous éclairer dans la

situation extrêmement difficile dans laquelle nous nous trouvons ?

Tout d'abord, comparer la situation actuelle avec les sévères récessions du début des années 1980 est totalement erroné. En 1981, la dette privée américaine représentait 123% du produit intérieur brut (PIB) au troisième trimestre de 2008, elle en représentait 290%. En 1981, la dette des ménages représentait 48% du PIB, en 2007, elle en représentait 100%. En 1980, le taux d'intervention de la Réserve fédérale américaine (Fed) atteignait 19% à 20%. Aujourd'hui, elle est proche de zéro. La probabilité de pouvoir susciter une hausse de l'emprunt est donc pratiquement nulle.

La probabilité de pouvoir susciter une hausse de l'emprunt est pratiquement nulle

En deuxième lieu, ceux qui soutiennent que l'expansion budgétaire du gouvernement japonais a échoué sont dans l'erreur. Lorsque son secteur privé essaie de rembourser ses dettes pendant plus de trois options, un pays dispose de trois options : laisser au gouvernement le soin d'emprunter ; augmenter les exportations nettes ; laisser l'économie s'effondrer.

En dépit d'une perte de richesses équivalente à trois fois son PIB, le Japon n'a pas connu de dépression. C'est un véritable exploit dont il faut chercher l'explication du côté des forts déficits budgétaires. Lorsque, en 1997, le gouverne-

ment Hashimoto tenta de réduire ces déficits, l'économie s'effondra, et ces déficits augmentèrent.

Troisièmement, il est vital de reconnaître les pertes et de recapitaliser le système financier. Les Japonais ont vécu avec des banques zombies durant près d'une décennie. Cela s'explique par la situation de blocage politique qui prévalait. L'hostilité de l'opinion envers les banquiers empêchait le gouvernement d'y injecter en masse de l'argent public, tandis que la puissance de ceux-ci rendait impossible la nationalisation des établissements insolvables. Pendant des années, on a fait mine de croire que le problème provenait de la baisse excessive du prix des actifs. Finalement, une implosion

disque sur la même période, la dette des entreprises non financières passait seulement de 53% à 76% du PIB. Aussi, le désir des banques d'assainir leurs bilans pourrait être une cause de récession encore plus importante aux Etats-Unis.

Dans ces conditions, en quoi l'expérience japonaise peut-elle nous être utile aujourd'hui ?

La bonne nouvelle, c'est que les bulles des prix des actifs étaient beaucoup moins importantes aux Etats-Unis qu'au Japon. De surcroît, la Fed a été plus prompte à reconnaître la réalité, à ramener rapidement les taux d'intérêt à un montant proche de zéro et à adopter une politique monétaire « non conventionnelle ».

La mauvaise nouvelle est que le débat sur la politique budgétaire semble encore plus néandertalien aux Etats-Unis qu'il ne l'était au Japon : on n'insistera jamais assez sur le fait que, dans une période de déflation des bilans, avec des taux d'intérêt officiels pratiquement nuls, la politique monétaire est le seul outil disponible. Le grand danger serait de vouloir procéder à une réduction trop rapide du déficit budgétaire, ce qui aurait des résultats catastrophiques.

Mais la pire nouvelle est l'ampleur mondiale de la crise. Le Japon a pu en son temps compter sur ses exportations en direction d'une économie mondiale dynamique. La crise actuelle est générale, les bulles et les booms de dépenses qui les accompagnent, tout comme la frénésie financière et les achats d'actifs publics, se sont étendus à la plus grande partie du monde occidental. Les économies directement touchées représentent près de la moitié de l'économie

mondiale, le reste étant composé des économies touchées indirectement par la baisse de la demande extérieure et l'effondrement du financement. Il est évident que les Etats-Unis restent le cœur de l'économie mondiale.

Il est surprenant que nous sommes confrontés à une déflation des bilans qui, quoique bien moins brutale que dans le Japon des années 1990, est d'un ampleur bien plus grande. Il serait donc parfaitement fantaisiste d'imaginer un retour rapide et énergique de la croissance mondiale.

Doit la demande pourrait-elle provenir ? Des consommateurs occidentaux surendettés ? Certainement pas. Des consommateurs des pays émergents ? Improbable. D'une expansion budgétaire ? Jusque à un certain point. Mais cette expansion paraît encore trop timide et trop déséquilibrée, la plus grande partie de l'effort venant des Etats-Unis. La Chine y contribue, mais la zone euro et le Japon semblent paralysés, tandis que la plupart des économies émergentes ne peuvent pour l'instant prendre le risque de mesures agressives.

L'année 2008 a marqué la fin d'une période d'espoir. Aujourd'hui, il est impossible d'exclure la possibilité d'une décennie perdue pour l'économie mondiale. Ce risque doit être absolument carté. La posterie ne pardonnera pas aux responsables qui ne se montreront pas à la hauteur de cet immense défi.

Cette chronique de Martin Wolf, journaliste économique, est publiée en partenariat exclusif avec le Financial Times. © FT (Traduit de l'anglais par Gilles Berton)

Le livre Vulnérabilité

Mondialisation et compétition
Luiz Carlos Bresser-Pereira
La Découverte, 195 p., 21 euros

Pourquoi certains pays émergents réussissent et d'autres non ? Cet essai tente de répondre à cette question, qui est aussi sous-titré « Originalité et lien à ce qui est écrit par un ancien ministre des finances du Brésil, sous la présidence Sarney (1987), également ministre en charge de la réforme de l'Etat, sous la présidence Cardoso (1995-1999). Sa réflexion est d'autant plus intéressante que le Brésil a expérimenté, depuis vingt ans, une grande variété de politiques économiques, qui ont réussi ou non à faire le bilan.

La thèse de Luiz Carlos Bresser-Pereira est que ce sont les pays qui ont adopté une voie de développement nationale (les pays d'Asie, notamment) qui aujourd'hui s'en sortent le mieux. L'auteur qualifie leur stratégie d'un nom un peu barbare, le « nouveau développementisme », par opposition aux politiques « orthodoxes », souvent adoptées en Amérique latine à l'initiation des organisations financières internationales (Fonds monétaire international et Banque mondiale).

Trois maux expliquent, selon lui, les difficultés de cette zone

d'abord une ouverture financière excessive, ensuite une faiblesse de l'épargne, enfin une économie rentière. Il préconise donc de rejeter l'ouverture financière à tous crins, de favoriser l'épargne intérieure, et de neutraliser la « maladie hollandaise », autrement dit les conséquences nuisibles d'une économie exagérément tournée vers l'exportation de matières premières (par référence aux Pays-Bas qui découvrirent vers 1960 d'importants gisements de gaz naturel, ce qui fragilisa l'industrie manufacturière).

Dans la préface de l'ouvrage, l'économiste Robert Boyer tire une leçon de la crise actuelle : la fin, selon lui, du « consensus de Washington », c'est-à-dire des mesures néolibérales prônées notamment en Amérique latine, par le FMI et la Banque mondiale, a remis au premier plan le rôle de l'Etat comme garant de la viabilité d'une économie de marché. « La deuxième leçon de cet essai est une confirmation, un trop grand appel à l'« épargne externe » (l'endettement) entraîne une vulnérabilité accrue. »

Philippe Arnaud

Les acteurs de l'économie Jacques-Marie Vaslin Emile Guimet, le patron humaniste de Pechiney



L'aventure de marbre en 1838. La Société d'encourageant pour l'industrie organise depuis quatre ans un concours pour trouver un nouveau procédé dans la confection d'un colorant bleu. Jus qu'alors, seule le lapis-lazuli, une pierre semi-précieuse, permet d'obtenir de jolies nuances, tendant du même coup la teinture extrêmement onéreuse.

Le chimiste Jean-Baptiste Guimet découvre un procédé artificiel de fabrication du bleu outremer et empoche du coup le prix doté de 6 000 francs. Cette invention va alors révolutionner l'industrie de la peinture, dont le coût de fabrication se trouve divisé par cinq. Mais M. Guimet ne se contente pas d'être un génial inventeur, il va aussi faire preuve d'un talent d'entrepreneur hors pair.

Pour exécuter sa découverte, il fonde une entreprise de peinture à Fleurieu-sur-Saône, près de Lyon. La fabrication du bleu nécessite de la soude, il finance en 1855 la création par Henri Merle d'une entreprise chimique à Salindres (Gard). En juillet 1860, cette entreprise souhaite exploiter ses

résidus industriels. Elle se diversifie alors dans la production d'un nouveau métal, l'aluminium. A ses débuts, l'aluminium reste un produit de luxe. Mais grâce au soutien opiniâtre de Napoléon III, les commandes de l'Etat lui offrent un débouché.

Jules Verne s'empare de cette invention. Dans son ouvrage *De la Terre à la Lune*, écrit en 1865, le projectile qui atteint la lune est en aluminium. L'un de ses personnages, Barbicane, affirme : « Aux premiers temps de sa découverte, la livre d'aluminium coûtait deux cents sous, à deux cent quatre-vingt dollars !... Et aujourd'hui, enfin, elle vaut neuf dollars. » La production à l'échelle industrielle permet en effet de réduire le coût de production. L'entreprise conservera le monopole de la production d'aluminium pendant trente ans.

Emile Guimet prend la succession de son père, Jean-Baptiste, en 1860 à Fleurieu-sur-Saône, alors qu'il n'a pas encore 24 ans. Il aurait pu vivre de ses rentes, mais il ne le fit pas. Sous l'impulsion d'une direction particulièrement efficace, l'entreprise monte vite en puissance. Elle s'impose rapide-

ment parmi les grands de la chimie française à force de recherches, d'investissements et de rachats de concurrents.

L'entreprise sera dirigée par une équipe de managers particulièrement dynamiques. L'un d'entre eux, Alfred Rangod, le baptisera du nom de son beau-père, Pechiney. La croissance est impressionnante. Pechiney emploie 12 000 personnes en 1917. A cette époque, à la faveur de nombreuses inventions et de la performance de ses entreprises, la France est devenue le premier producteur mondial d'aluminium, avec une part de marché de 40%.

« Servir les prolétaires »

Emile Guimet possède en outre un rare tempérament anticonformiste. Il est aussi musicien, poète et philanthrope. Avec sa fortune, il constitue un fonds pour financer les accidents du travail et les retraités ouvriers. Il aide aussi des écoles, ce qui lui vaut l'estime de Jules Ferry. Il confessa plus tard : « Mon existence n'a qu'un but, servir les prolétaires. »

Esprit cuneux, il effectue de nombreux voyages autour de la

Méditerranée en 1865, puis autour du monde avec une prédisposition pour l'Asie. Il finance aussi de nombreuses expéditions scientifiques. Au cours de ses périples, il amasse une quantité impressionnante d'objets, principalement religieux. Son objectif premier est d'instruire le peuple. Sa collection est alors réunie au sein du Musée Guimet à Paris qu'il inaugure en 1889, et depuis peu au Musée des confluentes, à Lyon.

La fin de Pechiney est moins glorieuse. Son dernier PDG, le Pierre Rodot, accepte l'offre pour le rachat du groupe canadien Alcan en 2003, non sans avoir négocié au préalable un parachute doré de plus de 10 millions d'euros, comme il a précisé à l'époque *Le Canard Enchaîné*. Mais ce n'était qu'un acompte. L'ancienne équipe dirigeante s'était aussi partagée 80 millions de dollars en stocks options (*Liquidity Agreed*), mentionné dans le rapport annuel 2003 d'Alcan). Depuis, les plans sociaux se sont succédés. Autre temps, autres mœurs.

Jacques Marie Vaslin est maître de conférences à l'IAE d'Amiens